

DISCOURS DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

40^{ème} Forum économique mondial

Davos – Mercredi 27 janvier 2010

Madame et Messieurs les chefs d'État et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de remercier le Professeur Schwab et tous les organisateurs du Forum de Davos pour m'avoir invité à prononcer le discours d'ouverture de cette 40^e session.

Mesdames et Messieurs, que les choses soient claires : je ne suis pas venu ici en tant que responsable politique pour donner des leçons à quiconque, mais pour vous dire que nous devons tirer ensemble les leçons de la crise. Cette crise, nous en sommes tous responsables. Et nous sommes tous responsables du monde que nous allons laisser à nos enfants.

Nous savons ce qui se serait passé sans l'intervention des États pour sauver la confiance et soutenir l'activité : tout se serait effondré. Ne pas en tirer la conclusion qu'il nous faut changer serait tout simplement irresponsable.

Cette crise n'est pas seulement une crise mondiale.
Ce n'est pas une crise dans la mondialisation.
Cette crise est une crise de la mondialisation.

C'est notre vision du monde qui, à un moment donné, a été défailante.
C'est elle qu'il nous faut corriger.

Il n'y a pas de prospérité sans un système financier efficace, sans que les biens et les services circulent librement, sans que la concurrence ne vienne remettre sans cesse en cause les rentes de situation.

Mais la finance, le libre-échange, la concurrence, ne sont que des moyens et non des fins.
La mondialisation a dérapé à partir du moment où il a été admis que le marché avait toujours raison et qu'aucune autre raison ne lui était opposable.

Essayons de remonter à la source : ce sont les déséquilibres de l'économie mondiale qui ont nourri le développement de la finance globale. On a déréglementé la finance pour pouvoir financer plus facilement les déficits de ceux qui consommaient trop avec les excédents de ceux qui ne consommaient pas assez. La perpétuation et l'accumulation des déséquilibres a été le moteur et la conséquence de la globalisation financière. Comme l'instabilité des marchés financiers a été le moteur et la conséquence du développement du trading.

La mondialisation a d'abord été la mondialisation de l'épargne. Elle a engendré un monde où tout était donné au capital financier et presque rien au travail, où, l'entrepreneur passait après le spéculateur, où le rentier prenait le pas sur le travailleur, où les effets de levier, atteignant des proportions déraisonnables, engendraient un capitalisme dans lequel il était devenu normal de jouer avec l'argent des autres, de gagner facilement, rapidement, sans effort et trop souvent sans aucune création de richesses ou d'emplois.

Une des caractéristiques les plus frappantes de cette économie est que le présent y était tout et que l'avenir ne comptait plus. On lisait cette dépréciation de l'avenir dans les exigences exorbitantes de rendement. Ce rendement dopé par la spéculation et les effets de levier, c'était le taux d'actualisation des revenus futurs : plus ils s'élevaient, moins l'avenir comptait.

On lisait cette dépréciation de l'avenir dans la comptabilité qui évaluait les actifs au prix du marché qui change sans arrêt en fonction des emballements boursiers. Quand l'euphorie gagnait les marchés, les bilans étaient réévalués et la réévaluation des bilans à son tour dopait les cours. Quand la défiance l'emportait, les bilans étaient déprimés et la dépréciation des bilans à son tour faisait baisser les cours.

Nous avons touché du doigt les méfaits de cette comptabilité pendant la crise financière quand l'effondrement des marchés faisait fondre le capital des banques et aggravait la crise du crédit.

C'était tout notre système de représentations qui était faussé : la valeur économique d'une entreprise ne change pas de seconde en seconde, de minute en minute, d'heure en heure... Pour mesurer à quel point cette comptabilité peut être absurde il suffit de savoir qu'avec le système de la valeur de marché une entreprise en difficulté peut enregistrer un bénéfice comptable du seul fait que la dégradation de sa signature diminue la valeur de marché de sa dette !

C'était tout notre système de mesure statistique aussi qui était biaisé.

Dans les statistiques on voyait les revenus qui augmentaient.

Dans la vie on voyait les inégalités qui se creusaient.

Dans les statistiques, le niveau de vie s'élevait mais le nombre de ceux qui éprouvaient de plus en plus le sentiment de la dureté de la vie ne cessait de croître.

Relisons le rapport de la Commission présidée par Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi sur la mesure de la croissance et du bien-être : nous interroger sur notre façon de mesurer, c'est nous interroger sur nos finalités.

Cette réflexion ne peut pas être que celle des experts, des statisticiens. Nous devons sortir de la civilisation des experts qui ne discutent qu'entre eux, chacun dans leur spécialité.

Il faut que nous apprenions à réfléchir tous ensemble, à discuter tous ensemble de problèmes qui, au-delà de leur technicité, nous concernent tous.

Nous ne changerons pas nos comportements si nous ne changeons pas nos mesures, nos représentations, nos critères. Cela n'est pas qu'une affaire d'experts. Cela nous concerne tous.

Nous continuerons à faire courir des risques insoutenables à l'économie, à encourager la spéculation, à sacrifier le long terme si nous ne changeons pas la réglementation bancaire, les règles prudentielles, les règles comptables. Cela n'est pas qu'une affaire d'experts. Cela nous concerne tous.

Nous ne vaincrons pas la faim dans le monde, la pauvreté, la misère si nous ne parvenons pas à stabiliser les cours des matières premières qui évoluent de façon erratique. Cela n'est pas qu'une affaire d'experts. Cela nous concerne tous.

Nous ne préserverons pas l'avenir de la planète si nous ne payons pas le vrai prix de la rareté. Cela n'est pas qu'une affaire d'experts. Cela nous concerne tous.

Nous ne réconcilierons pas les citoyens avec la mondialisation, avec le capitalisme si nous ne sommes pas capables d'apporter au marché des contrepoids, des correctifs. Cela nous concerne tous.

En nous défaussant de toutes nos responsabilités sur les marchés, nous avons créé une économie qui a fini par fonctionner à rebours des valeurs auxquelles elle se référait et de ses finalités.

En mutualisant à l'excès la propriété et le risque, nous avons dilué la responsabilité.

En mettant la liberté du commerce au-dessus de tout nous avons affaibli la Démocratie parce que les citoyens attendent de la Démocratie qu'elle les protège.

En privilégiant la logique du court terme, nous avons préparé notre entrée dans l'ère de la rareté. Nous avons épuisé les ressources non renouvelables, abîmé l'environnement, provoqué le réchauffement du climat. Il ne peut y avoir de développement durable quand le profit immédiat et la valeur pour l'actionnaire sont les seuls critères.

En dérégulant à l'excès, nous avons laissé s'installer les dumpings et les concurrences déloyales. Nous avons laissé s'installer une mondialisation fondée sur la croissance externe où chacun cherchait à se développer en prenant les entreprises, les emplois, les parts de marché des autres plutôt qu'en travaillant plus, en investissant plus, en augmentant sa productivité, sa capacité d'innovation.

La mondialisation dont nous avions rêvée c'était celle où, au lieu de prendre aux autres à coups de dumpings monétaires, sociaux, fiscaux ou écologiques, chacun appuyait son développement sur le progrès social, l'augmentation du pouvoir d'achat, la réduction des inégalités, l'amélioration de la qualité de la vie, de la santé, de l'éducation...

Que ce soit à l'O.I.T, au F.M.I, à la Banque Mondiale, à la F.A.O ou au G20, on discute au fond de la même chose sous des aspects différents : comment remettre l'économie au service de l'homme ? Comment faire en sorte que l'économie n'apparaisse plus comme une fin en soi mais comme un moyen ? Comment aller vers une mondialisation où chacun en se développant contribuerait au développement des autres ? Comment bâtir une mondialisation plus coopérative et moins conflictuelle ?

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de nous demander par quoi nous allons remplacer le capitalisme mais de savoir quel capitalisme nous voulons.

La crise que nous traversons n'est pas une crise du capitalisme. C'est une crise de la dénaturation du capitalisme. C'est une crise liée à la perte des valeurs et des repères qui ont toujours fondé le capitalisme.

Le capitalisme a toujours été inséparable d'un système de valeurs, d'un projet de civilisation, d'une idée de l'homme.

Le capitalisme purement financier est une dérive dont on a vu les risques qu'elle faisait courir à l'économie mondiale. Mais l'anticapitalisme est une impasse pire encore.

Nous sauverons le capitalisme qu'en le refondant, en le moralisant. Je sais que ce terme peut susciter beaucoup d'interrogations.

De quoi avons-nous besoin au fond, sinon de règles, de principes, d'une gouvernance qui reflètent des valeurs partagées, une morale commune ?

On ne peut pas gouverner le monde du XXI^e siècle avec les règles et les principes du XX^e siècle.

On ne peut pas gouverner la mondialisation en tenant à l'écart la moitié de l'Humanité, sans l'Inde, l'Afrique, ou l'Amérique Latine.

On ne peut pas regarder le monde d'après la crise comme celui d'avant la crise.

Chacun doit bien se convaincre que le monde de demain ne pourra pas être le même que celui d'hier. Il y a des comportements indécentes qui ne seront plus tolérés par l'opinion publique dans aucun pays du monde.

Il y a des profits excessifs qui ne seront plus acceptés parce qu'ils sont sans commune mesure avec la capacité à créer des richesses et des emplois.

Il y a des rémunérations qui ne seront plus supportées parce qu'elles sont sans rapports avec le mérite. Que celui qui crée des emplois et des richesses puisse gagner beaucoup d'argent n'a rien de choquant. Mais que celui qui contribue à détruire des emplois et des richesses en gagne lui aussi beaucoup est moralement insupportable.

Il y aura à l'avenir une exigence beaucoup plus grande que les revenus soient mieux proportionnés à l'utilité sociale, au mérite.

Il y aura une plus grande exigence de justice.

Il y aura une plus grande demande de protection.

Nul ne pourra s'y soustraire.

Ou bien nous changerons de nous-mêmes, ou bien le changement nous sera imposé par des crises économiques, sociales, politiques.

Ou bien nous serons capables par la coopération, la régulation, la gouvernance de répondre à la demande de protection, de justice, de loyauté, ou bien nous aurons la fermeture et le protectionnisme.

Le G20 préfigure la gouvernance planétaire du XXI^e siècle. Il symbolise le retour de la politique qu'une mondialisation non maîtrisée avait délégitimé.

En un an, c'est une véritable révolution des mentalités qui s'est opérée. Pour la première fois dans l'histoire, les chefs d'État et de gouvernement des vingt plus grandes puissances économiques du monde ont décidé ensemble des mesures à prendre pour faire face à une crise mondiale. Ils se sont engagés ensemble sur des règles communes qui vont profondément changer le fonctionnement de l'économie mondiale.

Sans le G20, la confiance n'aurait pu être rétablie.

Sans le G20, le chacun pour soi l'aurait emporté.

Sans le G20, il n'aurait pas été possible d'envisager de réglementer les bonus, de venir à bout des paradis fiscaux, de changer les règles comptables, les normes prudentielles.

Ces décisions, elles ne résolvent pas tout, mais qui, il y a à peine un an, aurait pensé qu'elles étaient possibles ?

Encore faut-il qu'elles soient mises en œuvre !

Je veux saisir l'occasion pour le dire : les signes de reprises qui semblent marquer la fin de la récession mondiale ne doivent pas nous inciter à être moins audacieux mais au contraire à l'être davantage. Si nous ne faisons rien pour changer la gouvernance mondiale, rien pour réguler l'économie, si nous ne réformons pas nos systèmes de protection sociale, de retraites, d'éducation, de recherches, si nous n'assainissons pas nos finances publiques, si nous ne sommes pas rigoureux dans la lutte contre la fraude fiscale, si nous n'investissons pas pour préparer l'avenir, cette reprise ne sera qu'un répit. Les mêmes causes reproduiront les mêmes effets. Regardez les bulles qui déjà gonflent à nouveau ? Il n'est pas sûr qu'alors les États aient encore les moyens de garantir la confiance.

Et comment espérer que l'on puisse avoir encore confiance dans la parole des États si les engagements pris ne sont pas tenus ?

Si le débat absolument crucial sur les normes comptables s'enlise, si des organismes privés auxquels on a délégué un pouvoir réglementaire violent délibérément un mandat donné par les chefs d'État et de Gouvernement et que nous les laissons faire, que restera-t-il de la crédibilité du G20 et de la perspective d'une gouvernance mondiale ?

Si la concurrence est faussée par des règles prudentielles qui restent très différentes d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, alors que nous avons décidé le contraire, si nous n'arrivons pas à nous coordonner, si nous n'arrivons même pas à nous entendre sur une définition commune des fonds propres alors que nous nous étions engagés à le faire, comment nous étonner que tant d'acteurs trouvent normal de reprendre leurs habitudes d'avant la crise ?

Comment, dans un monde de concurrence, exiger des banques européennes trois fois plus de capital pour couvrir les risques de leurs activités de marché et ne pas l'exiger des banques américaines ou asiatiques ?

Comment accepter que l'obligation pour les banques de conserver dans leurs bilans une partie des crédits qu'elles ont titrisés puisse ne pas figurer dans les réglementations de pays membres du G20 alors que le principe a fait l'objet d'un accord unanime ?

Si l'on fabrique des normes qui ne tirent pas les leçons de la crise et qui conduisent les investisseurs à long terme à diminuer leurs portefeuilles d'actions alors il ne faudra pas s'étonner que les cours soient encore plus instables et qu'un grand nombre d'entreprises se retrouvent davantage soumises à une pression spéculative.

Ne pas faire ce que nous avons décidé ce serait une faute économique, une faute politique, une faute morale.

Se laisser aller à l'unilatéralisme, au chacun pour soi, serait aussi une faute économique, politique et morale.

Nous devons bâtir notre avenir commun sur l'acquis du multilatéralisme, sur l'acquis du G20, sur l'acquis de Copenhague.

Nous savons bien au fond ce que nous avons à faire ensemble.

Il s'agit d'en finir avec un système sans règles qui tire tout le monde vers le bas et de le remplacer par des règles qui tirent tout le monde vers le haut.

Mais à quoi sert-il de se mettre d'accord sur des règles si elles ne sont pas appliquées ?

Il ne s'agit pas d'avoir le même droit du travail partout.

Il ne s'agit pas d'imposer dans les pays pauvres les mêmes normes que dans les pays riches.

Mais comment accepter qu'une cinquantaine d'États membres de l'O.I.T n'aient pas encore ratifié les huit conventions qui définissent les droits fondamentaux du travail ? Et comment faire respecter ces conventions ?

A Copenhague, des engagements chiffrés sur le climat ont été souscrits par tous les grands pays. Comment faire respecter ces engagements sans une Organisation Mondiale de l'Environnement pour veiller à leur mise en œuvre ? Comment ne pas voir que la possibilité d'instaurer une taxe carbone aux frontières contre le dumping environnemental constituerait sans aucun doute une forte invitation à respecter la règle commune ?

L'avancée décisive ce serait de mettre le droit de l'environnement, le droit du travail, le droit de la santé à égalité avec le droit du commerce. Cette révolution dans la régulation mondiale impliquerait que les institutions spécialisées puissent intervenir dans les litiges internationaux et notamment commerciaux par le biais de questions préjudicielles. Comme je l'ai dit devant l'Assemblée générale de l'O.I.T. en juin de l'année dernière : la communauté internationale ne peut pas continuer à être schizophrène en reniant à l'O.M.C. ou au F.M.I. ce qu'elle décide à l'O.I.T., à l'O.M.S., ce qu'elle proclame à Copenhague. L'instauration d'une saisine préjudicielle mettrait un terme à cette schizophrénie.

Mais comment imaginer de mettre en œuvre ces normes sociales et environnementales sans aider les pays pauvres pour qu'ils soient en mesure de les respecter ?

Comment leur demander un tel effort, eux qui se débattent au milieu de tant de difficultés, si on ne les accompagne pas dans leurs efforts ?

La question des financements innovants est centrale. Nous n'échapperons pas au débat sur la taxation de la spéculation. Que l'on veuille endiguer la frénésie des marchés financiers, financer l'aide au développement ou associer les pays pauvres à la lutte contre le réchauffement climatique, tout nous ramène à la taxation des transactions financières.

Taxer les profits exorbitants de la finance pour lutter contre la pauvreté : qui ne voit à quel point une telle décision, même si je mesure bien la complexité de sa mise en œuvre, contribuerait à nous engager sur la voie de la moralisation du capitalisme financier ? J'appuie sans réserve l'engagement de Gordon Brown qui a été l'un des tout premiers à défendre cette idée.

L'autre question que nous ne pouvons plus éluder est celle du rôle que doivent jouer les banques dans l'économie. Le métier de banquier n'est pas de spéculer, c'est d'analyser le risque du crédit, de mesurer la capacité des emprunteurs à rembourser et de financer le développement de l'économie. Si le capitalisme financier a connu une telle dérive c'est d'abord parce que beaucoup de banques ne faisaient plus leur métier. Pourquoi prendre le risque de prêter aux entrepreneurs quand il est si facile de gagner autant d'argent en spéculant sur les marchés ? Pourquoi ne prêter qu'à ceux qui peuvent rembourser quand il est si facile de sortir les risques de son bilan ?

Je suis d'accord avec le Président Obama quand il juge nécessaire de dissuader les banques de spéculer pour elles-mêmes ou de financer des fonds spéculatifs. Mais ce débat ne peut pas être tranché par un seul pays quel que soit son poids dans la finance mondiale. Ce débat, c'est au sein du G20 qu'il doit être tranché.

Mais je voudrais dire aussi qu'il ne sera pas possible de sortir de la crise, de nous prémunir contre des crises futures si nous perpétons les déséquilibres qui sont à la racine du mal. Les pays excédentaires doivent consommer davantage et améliorer le niveau de vie et la protection sociale de leurs citoyens. Les pays déficitaires doivent faire un effort pour consommer un peu moins et rembourser leurs dettes.

La monnaie est au cœur de ces déséquilibres. Elle est l'instrument principal des politiques qui les maintiennent. Il n'y aura pas de remise en ordre de la finance et de l'économie si on laisse persister le désordre des monnaies. L'instabilité des changes, la sous-évaluation de certaines devises empêchent que le commerce soit équitable, que la concurrence soit loyale. C'est l'emploi et le pouvoir d'achat qui servent de variable d'ajustement aux manipulations monétaires. La prospérité de l'après-guerre doit beaucoup à Bretton Woods, à ses règles, à ses institutions.

Aujourd'hui nous avons besoin d'un nouveau Bretton Woods. On ne peut pas avoir d'un côté un monde multipolaire et de l'autre une seule monnaie de référence à l'échelle planétaire. On ne peut pas d'un côté prôner le libre-échange et de l'autre tolérer le dumping monétaire. La France qui présidera le G8 et le G20 en 2011 inscrira à l'ordre du jour la réforme du système monétaire international.

D'ici là il faudra gérer prudemment la sortie des mesures de soutien à l'activité et le retrait du trop plein de liquidités injectées pendant la crise. Il faudra prendre garde à ce qu'un resserrement trop brutal ne fasse tout s'effondrer.

Alors, il nous restera à faire émerger un nouveau modèle de croissance, à inventer une nouvelle articulation entre l'action de la puissance publique et l'initiative privée, à investir massivement dans les technologies de demain qui vont porter la révolution numérique et la révolution écologique. Il nous reste à inventer l'État, l'entreprise et la ville du XXI^e siècle.

Il y a quelques années on prédisait la fin des nations, l'avènement du nomadisme. Mais dans la crise même les entreprises les plus mondialisées, les banques les plus globales ont redécouvert qu'elles avaient une nationalité.

Il y a quelques années on annonçait le déclin des organisations, la fin des entreprises. On voulait leur appliquer les principes de la gestion de portefeuilles. On redécouvre qu'elles sont d'abord des communautés humaines, des organismes vivants.

Il y a quelques années on prévoyait que la ville allait se disperser, se défaire, et avec elle les liens sociaux, les rapports humains, les relations de proximité. On redécouvre le besoin de convivialité, d'urbanité.

Au fond c'est la citoyenneté qui semblait appelée à se dissoudre dans le marché mondial. Elle s'est ressourcée dans l'épreuve de la crise. Dans le monde de demain il faudra de nouveau compter avec les citoyens.

Citoyen, ce n'est pas une catégorie à part, c'est chacun d'entre-nous. Le chef d'entreprise, l'actionnaire, le salarié, le syndicaliste, le militant associatif, le responsable politique, c'est aussi un citoyen qui a des responsabilités envers les autres, envers son pays, envers les générations futures, envers la planète.

Oui, dans le monde de demain il faudra de nouveau compter avec les citoyens, avec l'exigence de morale, l'exigence de responsabilité, l'exigence de dignité des citoyens. Il faut regarder cela non comme un problème de plus mais comme une partie de la solution, non comme une difficulté supplémentaire mais comme quelque chose de sain, de vertueux qui, peut-être, nous conduira à nous sentir plus heureux de ce que nous sommes, plus heureux de ce que nous accomplissons.